

**INTERVENTION DE JEAN-CLAUDE REQUIER**  
**DECLARATION DE POLITIQUE GENERALE DU**  
**GOUVERNEMENT**  
**13 JUIN 2019**

Monsieur le Président,  
Monsieur le Premier ministre,  
Mesdames et Messieurs les membres du  
Gouvernement,

Mes chers collègues,

Monsieur le Premier ministre,

Vous ouvrez cette semaine devant le Parlement  
l'Acte II du quinquennat du Président de la République.

L'écoute et le dialogue étant à notre sens les  
premiers attributs d'un élu, et nous les mettons en  
application, c'est avec responsabilité que nous tirerons  
les conséquences de votre déclaration de politique  
générale, par notre vote. En gardant constamment en tête  
les besoins de tous nos territoires. Tel est, Monsieur le

Premier ministre, le sens profond que nous donnons à notre fonction d'élus de la Nation, incarnant la démocratie représentative, loin des mirages du mandat impératif.

Avant toute chose, nous savons combien notre époque est celle d'un bouleversement de nos repères.

- Avec un monde en train de redéfinir ses équilibres géopolitiques, en basculant vers le Pacifique ;
- Avec une Europe politique à la recherche d'un nouveau souffle pour s'incarner,
- Avec un modèle économique qui est allé au bout de sa logique ultra-productiviste, ce « *capitalisme devenu fou* » dont a parlé le Président de la République
- Avec une transition écologique devenue une nécessité absolue et qui doit dépasser les clivages partisans. Les Français ont d'ailleurs montré leur attachement à cette question lors du scrutin européen.

Notre pays n'échappe évidemment pas à ces mouvements profonds, parfois chaotiques, qui mettent à

mal la promesse républicaine d'égalité. La crise des gilets jaunes – avec ses demandes de justice sociale mais aussi ses outrances inacceptables – en est le symptôme paroxystique, nous l'avons assez dit à cette tribune.

Mon groupe, pour sa part, refusera toujours de s'incliner devant la pression de la rue. Nous tirons notre légitimité du seul suffrage universel. C'est pourquoi jamais nous ne céderons au pessimisme béat des déclinistes de tous bords, aux thuriféraires du statu quo. Rien n'est plus faux. Depuis 2017, nous sommes bien placés pour savoir que de nombreuses réformes ont été votées : réforme de la SNCF, ordonnances travail, loi ELAN, modernisation de la formation professionnelle...

Oui, il y a des signaux encourageants : la France est redevenue attractive pour les investisseurs étrangers, les créations nettes d'emploi progressent, le pouvoir d'achat s'améliore lentement.

Votre Gouvernement, sous l'impulsion du Président de la République, a également pris des mesures fortes et

conséquentes pour nos finances publiques, afin de répondre à des demandes légitimes : annulation de la hausse de la CSG sur les retraites, report des hausses de taxes sur l'énergie, facilitation des primes exceptionnelles. Vous avez certes répondu à la demande urgente de revalorisation du pouvoir d'achat, première préoccupation de nos concitoyens comme l'a montré le Grand Débat. Convenez cependant que ce n'est pas suffisant. La souffrance qui s'est exprimée ne peut pas rester sans réponse structurelle.

Monsieur le Premier ministre, certes il existe des cultures de gauche et de droite, vous l'avez dit. Néanmoins, vous le savez, la bipédie suppose un équilibre harmonieux entre les deux jambes, celle de droite, déjà bien nourrie, et celle de gauche. Or, notre pays ne peut plus se permettre de claudiquer parce qu'une jambe serait hypertrophiée par rapport à l'autre. Il est temps de corriger ce déséquilibre.

Peut-être est-ce d'ailleurs ce que vous avez voulu signifier, en déclarant que vous souhaitiez « *remettre de*

*la proximité et de l'humain* » dans votre politique. Mais comment allez-vous concilier ce besoin de proximité, que vous redécouvrez, avec la constance et la cohérence que vous avez rappelées ? Peut-être est-ce aussi pour cette raison que la semaine dernière votre ministre de l'action et des comptes publics affirmait vouloir « *parler davantage au peuple* ».

Sur le principe, ces inflexions ne peuvent que nous convenir. Je vous le disais d'ailleurs le 6 décembre dernier : nous serons avec vous pour soutenir des mesures simples et concrètes, répondant aux besoins de nos concitoyens, à rebours de la technocratie qui a sclérosé notre pays.

Oui, beaucoup de vos annonces vont dans le bon sens. Même si elles ne manquent pas de susciter notre interrogation. *Quid* du Plan pauvreté, qui semble au point mort ? Comment allez-vous financer la suppression de la taxe d'habitation tout en relançant la péréquation horizontale ? Quelles dépenses publiques allez-vous réduire pour financer les baisses d'impôt ? Quelle vision

de la laïcité souhaitez-vous porter pour combattre les fractures communautaristes ? Comment l'Etat peut-il mieux accompagner les collectivités dans leur projet de développement et le soutien à l'ingénierie – et je pense ici à notre proposition de loi relative à l'Agence nationale de cohésion des territoires - ?

Vous le savez, ce que mon groupe attend, ce sont des actes forts. Pour nous la promesse républicaine de l'égalité n'est ni une chimère, ni une relique.

Or chaque semaine, nous voyons sur le terrain des femmes et des hommes en souffrance. Des territoires victimes de fractures anciennes et profondes. Ce sont les zones rurales abandonnées par Paris, qui accumulent fermetures de services publics et facteurs d'enclavement. Ce sont les zones urbaines populaires qui subissent les retards économiques et sociaux depuis trop longtemps. Ce sont encore les zones périurbaines, trop excentrées des métropoles pour bénéficier de leurs richesses mais où doit vivre la classe moyenne contrainte d'y travailler, malgré la saturation des transports.

Tous ces citoyens ne réclament pas l'aumône. Car le déclin prophétisé par certains n'est pas inexorable ! Ce qu'ils veulent, c'est de la considération, le respect de leur dignité, ou pour le dire avec vos mots, de la civilité. Nous n'avons pas oublié, par exemple, le triste épisode de la fin de non-recevoir opposée à la revalorisation des pensions de retraites agricoles.

Vous avez encore évoqué la défiance qui se serait élevée entre les Français et leurs représentants ou l'administration. Vous y apportez pour principale réponse votre réforme institutionnelle, dont une grande partie ne soulève pas de difficultés majeures. Bien sûr, la question de la réduction du nombre de parlementaires est sensible. Non pas par corporatisme comme on voudrait nous caricaturer pour mieux nous stigmatiser. Mais bien parce qu'il est question de représenter au mieux des citoyens et des territoires.

Monsieur le Premier ministre, le Sénat est la chambre où résonnent les voix de tous les territoires qui font la

France. Toujours dans le respect et le dialogue. Je vous propose de poursuivre vos échanges avec le Sénat en appliquant cette méthode. Il sera toujours temps, s'il le faut, de demander leur avis aux Français mais vous savez mieux que moi que d'aucuns s'y sont essayés sans succès...

Pour l'heure, les votes du RDSE seront divers. C'est notre liberté de ton ! Certains approuveront votre déclaration de politique générale. Mais n'y voyez pas un blanc-seing. D'autres s'abstiendront, car ils attendent avec vigilance que les engagements se transforment en actes. Les derniers, enfin, voteront contre, car ils ne se retrouvent pas dans votre ligne politique. Ne doutez cependant pas que nous plaçons tous la réussite de notre pays au-dessus des contingences.

Monsieur le Premier ministre, restez à 80 km/h pour les mesures libérales, mais accélérez à 90 km/h pour les mesures sociales !